



NOVEMBRE 2018

N° 5 63^E ANNEE

JAB 1450 STE-CROIX

WWW.UNITERRE.CH

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

XXXXXX

XXX Os doluptur rehenis il earis autaiur
minctiisit re volore que rem ime exeria invelese earunto
rrumque molutem hil maximus aut vel ipsandem eos
volest, cum rest aliaecum dempore avebts mquisqui aut
inciis.

XXX Evelitat et et voluptas et quaspolecus ex et
voluptatem. Ut is magnis videnimint vel modit in re est es
modis volut eum est, omnihic ilitasp iscient voluptatus
nume et omnim re rem sim adicabo.

LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT

DES VALEURS COMMUNES

EDITORIAL

ULRIKE MINKNER
AGRICULTRICE
MEMBRE DU COMITÉ D'UNITERRE



L'IMAGE DU MOIS

PAR XXXX

La fête pour la votation du 23 septembre 2018.

Uniterre et l'Alliance pour la Souveraineté alimentaire ont franchi une étape cruciale le 23 septembre : l'initiative a été acceptée en Romandie et, à l'échelle de toute la Suisse, une personne sur trois a voté en sa faveur. Merci à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce succès ! Quelques jours plus tard, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies votait à une large majorité pour la Déclaration sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales. Uniterre a accompagné ce processus dès la première heure, dans le cadre de son adhésion à la Via Campesina, et soutenu les travaux sur place à Genève.

Cette édition est consacrée aux revendications de femmes et d'hommes de tous horizons, issus de régions et d'exploitations diverses, et à leurs propositions pour l'avenir d'Uniterre.

Nous reviendrons sur l'évolution du marché du lait, qui a connu une terrible aggravation à cause de l'été sec. Trois initiatives cantonales de Fribourg, du Jura et de Genève demandent un contingentement laitier. La scène politique va devoir prendre de grandes décisions et notre intervention sera importante.

Même si nos exploitations ont des orientations diverses, nous sommes tous tributaires de la politique agricole, de la politique des prix ou des attentes de la population. Deux éleveurs de porcs s'expriment notamment sur l'état de leur exploitation. Eux aussi sont tiraillés entre la pression sur les prix, les exigences des labels et la pression toujours plus forte exercée par les consommateurs.

Nous essayons, sur la base du compte rendu et d'une analyse des résultats de la votation, de tirer le bilan et de dresser les perspectives d'avenir. Bien entendu, nos conclusions ne sont pas définitives et nécessitent probablement des ajustements en fonction des régions et des points de vue. L'impulsion est donnée et la discussion se poursuivra aussi dans les sections.

Un article nous a été transmis sur le thème des semences. Un projet de la Via Campesina nous est présenté et établit des liens avec la situation en Suisse. Le texte contient des idées et propositions concrètes. Car sans semences paysannes, pas de souveraineté alimentaire !

Nous avons toutes et tous vécu une grande expérience, beaucoup appris et beaucoup célébré ! Il est temps de développer des stratégies pour assurer la pérennité d'Uniterre et de planifier nos actions futures. Le comité d'Uniterre prépare une journée de réflexion et planification avec tous les membres paysan.ne.s en janvier et en mars 2019, une journée ouverte avec les personnes, qui se sont engagées à nos côtés, afin de définir ensemble la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire. C'est grâce aux alliances formées et aux relations tissées durant la campagne que nous parviendrons à donner vie à nos idées et à nos projets.

Cette édition a dû être conçue sans l'aide de Mireille. Sa grande compétence nous manque. Le comité directeur et toute l'équipe d'Uniterre vous souhaitent une bonne lecture. •

Produire des porcs en Suisse, ce n'est pas une sinécure, et cela depuis de trop nombreuses années. Nombre d'éleveurs se retrouvent à un tournant, car leurs écuries ne sont plus aux normes, et les prix sont au plancher. Quel avenir pour ce secteur, face aux bas prix et aux attentes sociétales ?

DANS LE COCHON, TOUT EST BON ! SAUF SON PRIX

DOSSIER

VANESSA RENFER

AGRICULTRICE

MEMBRE DU COMITÉ D'UNITERRE (SECTION NEUCHÂTEL)

En Suisse, on dénombre actuellement près de 6400 fermes impliquées dans la production porcine. Le plus souvent, les différentes étapes de l'élevage sont morcelées entre les fermes, certains ne s'occupant que de la mise-bas, d'autres que de l'engraissement des porcelets après le sevrage. La moitié des porcs sont détenus dans des exploitations de plus de 200 animaux. 3 % des fermes travaillent en production biologique. Cette production indigène couvre plus de 95% de la consommation en Suisse, et la viande de porc représente le 44% de la viande consommée en Suisse. Une part non négligeable de la production est située aux abords directs des fromageries, puisque le petit-lait peut être facilement valorisé de la sorte. Ce modèle tend toutefois à disparaître car ce sont précisément ces bâtiments qui nécessitent aujourd'hui une rénovation. Or les sociétés de fromagerie ne sont plus motivées à assumer les frais qui en découleraient, alors que les prix de vente ne couvrent pas les coûts de production. Quatre cantons détiennent en Suisse la plus forte concentration de porcheries : Lucerne, Berne, Thurgovie et St-Gall. En Romandie, ce sont surtout les cantons de Vaud et de Fribourg qui comptent un nombre élevé de porcheries.

Il y a très peu d'importations dans notre pays. Les carcasses supportent mal le voyage, même si le trajet est court, et de toute façon, la production indigène est quasiment suffisante. La viande importée l'est surtout sous forme de produits prêts à la consommation.

Selon les données fournies par la faïtière SuissePorcs, l'affouagement des porcs est à 90% indigène.

PRIX À LA PRODUCTION

A côté d'un prix de base effondré, qui tourne actuellement à 3.60 frs par kg de poids mort en prix de base, (hors label), les producteurs suisses sont régulièrement confrontés au refus de chargement de la part de leurs acheteurs. Parce que l'écoulement est momentanément ralenti en magasin, les grands centres d'abattage refusent la prise en charge des porcs arrivés au poids exigé. Malheureusement, on ne peut pas mettre la croissance des animaux sur pause, et les porcs, une ou deux semaines plus tard, se retrouvent trop gras, et cela entraîne des déductions massives. Il vaudrait peut-être la peine de se poser la question de la race utilisée en engraissement. Ce sont des animaux très performants, mais exigeants, et leur engraissement est si intensif qu'une ou deux semaines de plus font une différence énorme sur la balance, et partant, sur le prix. Il pourrait dès lors être intéressant de se tourner vers des races plus rustiques, ce qui rendrait la production plus résiliente face aux besoins des acheteurs, en plus de tous les autres avantages que l'on peut y voir (moins de maladies, besoins en fourrage plus simples, moins de concentrés, croissance plus lente qui permettrait la formation d'une viande de meilleure qualité).

ECURIES EN FIN DE VIE

Les deux producteurs qui ont témoigné ont fait la même réponse : leurs écuries sont aux normes, mais si cela n'était pas le cas, aucun ne souhaiterait rénover ou construire un nouveau bâtiment, la faute à un prix insuffisant pour se mettre une telle charge sur le dos. En pays de Vaud, où l'on dénombre de nombreux engraisseurs, la diminution des unités de production a été vertigineuse, autant sinon pire que dans la production laitière. Au niveau suisse, si l'on comptait encore près de 10'000 éleveurs et engraisseurs il y a dix ans, leur nombre a diminué d'un gros tiers.

PRESSION SOCIALE

Les porcheries sont régulièrement la cible de violation de

domicile par des organisations de défense des animaux, qui diffusent ensuite des montages vidéo desquels il est difficile de tirer des informations objectives, mais qui exacerbent la sensibilité des consommateurs. Paysannes et paysans sont victimes de dangereux raccourcis et amalgames, alors qu'ils ne sont qu'un maillon de la chaîne et que c'est l'entier du système qui mérite une réflexion en profondeur. La viande porcine reste la plus consommée en Suisse, probablement grâce à son bas prix, mais aussi grâce aux traditions qui entourent la consommation de cette viande (célébrations de la St-Martin au Jura, diverses spécialités de saucissons d'un canton à l'autre). Comme dans d'autres domaines, il devient difficile, voire impossible, de combler les attentes légitimes des consommateurs si l'on n'agit pas maintenant pour revaloriser le travail des paysans. Rappelons à cet effet que le prix payé en 2008 était encore de 5.- frs par kilo de poids mort, contre seulement 3.60 frs actuellement. Une perte de près de 30% en 10 ans. Naturellement, il est illusoire d'escompter la même baisse en magasin ! Une fois de plus, les intermédiaires ont très bien su tirer leur épingle du jeu.

Le lecteur désireux d'en savoir plus pourra visiter le site web consacré au combat des Studer pour leur élevage et leur manière de travailler : www.porclibre.ch.

SOURCES

Office fédéral de la statistique : www.bfs.admin.ch

Union suisse des paysans : www.usp-sbv.ch

Faïtière Suisseporcs : www.suisseporcs.ch

24 Heures, article du 17.09.2016, Pascale Burnier :

www.24heures.ch/vaud-regions/filiere-cochon-industriel/story/19351554



LES COULISSES DE LA VOTATION

LE DOSSIER

RUDI BERLI
UNITERRE SECTION GENÈVE

XXX
PHOTOGRAPHIES

Appelée à se prononcer le 23 septembre dernier, la population helvétique a rejeté le texte proposé par Uniterre. Analyse des résultats et perspectives d'avenir.

L'initiative pour la souveraineté alimentaire a été rejetée par 68% des votants. Quatre cantons romands l'ont acceptée. Le rejet est net du côté suisse alémanique et se situe entre 70 et 80%. Les meilleurs scores en Suisse alémanique ont été obtenus dans les centres urbains, alors que les plus mauvais scores ont été enregistrés dans les cantons de la Suisse centrale et les régions périphériques. Le Tessin se situe au milieu avec une moyenne de 38,8% d'acceptation. Cela démontre que le travail d'Uniterre et la vision de la souveraineté alimentaire sont encore très mal connus dans les campagnes suisses alémaniques et que la population a suivi l'alliance UDC-Economie Suisse pour rejeter le texte.

Le projet d'une initiative pour inscrire la souveraineté alimentaire dans la Constitution fédérale a été initié par Uniterre, il y a une dizaine d'années déjà. En effet, depuis longtemps déjà, la politique agricole se fait au détriment des paysannes et des paysans, de la transformation artisanale et au seul bénéfice de l'industrie, de la grande distribution et du commerce. Quand l'Etat s'est retiré de la gestion des prix et des marchés au milieu des années nonante, il s'est aussi retiré de sa responsabilité de veiller à garantir des conditions cadres qui permettent un équilibre sur ce marché. Ainsi tout le pouvoir de décision a été remis aux mains des grands groupes industriels et commerciaux qui imposent leurs conditions par la force de leur monopole. Toute la société, autant le monde agricole que les consommatrices et consommateurs, se trouve prise en otage par une poignée d'entreprises.

Face à cette évolution en Suisse et ailleurs dans le monde, les mouvements paysans ont revendiqué le droit à la souveraineté alimentaire, avec l'aspiration de créer une agriculture et un système alimentaire qui travaillent pour les populations dans le respect des personnes, des animaux et de l'environnement.

C'est de cet esprit, basé sur les principes de la souveraineté alimentaire définis au niveau mon-

dial, qu'est né le texte de l'initiative. Il abordait les aspects sociaux, économiques et environnementaux de la politique agricole et en définissait une orientation porteuse d'avenir. Il était clair pour Uniterre que la bataille serait rude et difficile à emporter. Néanmoins, tous les points du texte ont leur pertinence et leurs justifications. Ce n'est pas un hasard si le cahier de vœux de l'USP pour la mise en œuvre de la sécurité alimentaire, ainsi que la loi actuelle sur l'agriculture, comporte de nombreux recoupements avec le texte d'Uniterre. Aucune politique agricole et alimentaire future ne pourra passer à côté de ces points, à moins de continuer de démanteler l'agriculture paysanne en Suisse. Mais cette destruction lente ne pourra pas durer non plus, car le temps des paysan.ne.s reviendra, avec les défis qui nous attendent au niveau global.

RENFORCER LA BASE

La campagne a donc permis de poser au niveau national les enjeux fondamentaux et le changement nécessaire de notre politique agricole et alimentaire. Mais en Suisse alémanique, sous l'effet d'une campagne massive d'Economie Suisse, le débat a été trop facilement piégé dans les arguments des opposants. En effet, la base militante d'Uniterre y était très faible, et nos soutiens peu influents. Malgré cela, c'est la première fois qu'une vision d'ensemble alternative a été soumise au débat populaire.

Pour Uniterre cela nous a permis de renforcer une organisation paysanne de base et de construire une alliance autour d'un projet d'avenir cohérent. L'opposition à une libéralisation débridée orchestrée par le gouvernement a été rendue visible. Le ralliement de certains représentants paysans bourgeois aux visions du gouvernement, et l'absence de solidarité paysanne de ces derniers, montrent que des clarifications devront se faire au niveau des choix que feront les paysan.ne.s pour leur avenir. Certains tenants d'une écologie libérale et des élus social-libéraux





ont aussi clairement pris position en faveur d'un modèle marchand où le pouvoir de décision est laissé non pas au consommateur, qui ne décide de rien en final, mais à la grande distribution, à l'industrie et au modèle d'une agriculture coupée du sol nourricier.

C'est sur la base de ces ruptures qu'il nous reste à construire une alliance capable de s'opposer efficacement à la mise en concurrence générale. Cette alliance doit aussi apprendre à se mobiliser sur le terrain économique en faisant pression sur la grande distribution, l'industrie, ainsi que la finance qui s'intéresse au marché de l'alimentation.

En Suisse romande, le travail de longue haleine et la mobilisation d'une large alliance ont porté leurs fruits. Ce rapport de force politique doit maintenant imposer des limites et des règles à la grande distribution. C'est en renforçant systématiquement les relations directes et les circuits courts que cette pression peut être menée.

LA NÉCESSAIRE QUESTION DES PRIX

De manière générale, et par rapport à l'argument du prix ressassé par des représentants des industries, bien mal placés pour se soucier des classes populaires, il sera important de travailler sur cette question des prix. En effet, bien manger, sans détruire l'environnement, en respectant et les animaux et les personnes qui travaillent dans la production, n'est pas un luxe réservé à une petite partie de la population. La logique de l'alimentation low-cost va de pair avec une pression sur les salaires, une plus grande précarité, un stress permanent au travail. Car une nourriture industrielle bon marché permet de payer des salaires à la baisse, tout en laissant assez de marge pour les primes d'assurance et les loyers toujours à la hausse.

L'autre question fondamentale restera aussi le marché et son encadrement pour que l'activité économique soit profitable à tous et amène une réelle amélioration de la qualité de vie et la possibilité de reprendre en main notre quotidien. Evidemment la culture alimentaire et l'agriculture y tiendront toujours une place centrale. •

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

MICHELLE ZUFFERY
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Uniterre continue son combat. L'organisation forte de ses soixante années d'activités en Suisse romande et des partenariats noués dans toute la Suisse en soutien à l'initiative pour la souveraineté alimentaire sort renforcée de la campagne et mettra tout en œuvre pour faire respecter la volonté des Romand.e.s lors des votations fédérales du 23 septembre. Elle poursuivra le travail de sensibilisation sur toute la Suisse. Analyse de la situation et organisation des prochaines étapes.

Nous avons mené ces 5 dernières années un grand combat pour l'initiative pour la souveraineté alimentaire et pour la campagne. Nous terminons l'année 2018 forts de la mobilisation de nos membres, des nombreux soutiens dont nous avons bénéficiés de la part de nos partenaires (Partis politiques, ONG, Syndicats, Eglises, ACP), des bénévoles et de la population suisse romande.

Jamais le nom d'Uniterre n'aura autant été évoqué dans les médias ! Avec sympathie, en Suisse romande. Souvent avec suffisance et mépris, en Suisse alémanique et au Tessin où Uniterre est très peu connue et encore moins le concept de souveraineté alimentaire ! Il y a un grand travail de base à faire dans ces 2 régions linguistiques au cours des prochaines années. Nous en sommes conscients ! Et nous savons que les visions et

analyses d'Uniterre vont à contre-courant du discours dominant et qu'elles sont complexes.

PLUS D'HUMANITÉ

Sur de nombreux thèmes, nous sommes des précurseurs en Suisse. Nous avons de plus, la particularité non seulement de défendre une agriculture familiale mais de le faire en prenant en compte des paramètres qui dépassent le contexte suisse comme les impacts de notre agriculture et des importations sur les pays d'origine et leur population, le climat, l'environnement.

Nous défendons des idéaux et une vision humaniste c'est-à-dire une vision dont le cœur est l'être humain : sa dignité, ses droits et la préservation de son milieu de vie. Nous nous battons pour des prix rémunérateurs pour les matières premières agricoles, le renforcement d'une agriculture paysanne, diversifiée, résiliente et qui produit pour sa population. Une agriculture qui met en place des stratégies pour devenir de moins en moins dépendante en termes d'importations (fourrages, intrants, semences et semis). Une agriculture qui ne vit pas sur le dos des ouvriers et ouvrières agricoles et écrase les plus démunis.

Nous défendons une agriculture qui évite la surproduction de denrées, dont le seul « avantage » est de permettre à la filière agro-alimentaire de faire pression et de spéculer sur les prix.

PRIS AU PIÈGE D'UN SYSTÈME DÉVASTATEUR

Nous dénonçons un système pervers et dévastateur qui n'a que le profit en point de mire. Un système dont la logique est répliquée partout (agriculture, artisanat, industrie, services, santé, formation, culture, etc.) et dont l'aberration évidente repose sur la destruction des structures locales (magasins, poste, artisanat, écoles, services) et des outils de production (environnement, eau, sols et forêts, infrastructures).

Le système est toujours plus complexe et les lieux de prises de décisions toujours plus éloignés des citoyen.ne.s : c'est le canton, c'est la Confédération, c'est l'Europe, c'est l'OMC, c'est le Marché... C'est toujours quelqu'un d'autre qui prend les décisions ou nous forcent à les prendre... Finalement personne n'est responsable !

Et on consolide ainsi le règne sans partage de firmes géantes, nébuleuses et incontrôlables qui manipulent le politique et désinforment les citoyen.ne.s. Des entités qui n'ont de compte à rendre à personne !

LES VOIES DU CHANGEMENT

La souveraineté alimentaire, si elle est comprise et portée en Suisse, peut ouvrir des voies concrètes vers une politique alimentaire et agricole plus juste, éthique, respectueuse. Elle peut aussi ouvrir une brèche vers un changement profond du système. Nous ne sommes pas les seuls à vouloir un changement ! Nous sommes mêmes très nombreux et il faudra que l'on crée des ponts avec toutes celles et ceux qui se battent pour plus de justice.

Conformément à notre mission en tant qu'organisation paysanne syndicale, nous allons œuvrer pour la mise en place de la souveraineté alimentaire en Suisse en utilisant au mieux tous les espaces et leviers à disposition au niveau local, cantonal, fédéral et international. Nous définirons avec nos membres et partenaires quels seront les angles d'attaque prioritaires, c'est-à-dire, sur quels thèmes nous travaillerons. Ensuite nous élaborerons une stratégie et un plan d'action ainsi que les alliances et partenariats nécessaires. Nous avons peu de ressources et devons pouvoir nous appuyer sur nos sections cantonales et des collaborations à tous les niveaux.

Avec nos membres nous définirons les domaines d'actions prioritaires pour les 4 prochaines années lors d'une journée de réflexion le 26 janvier 2019 à Berne. Ce sera le premier de plusieurs ateliers prévus en début 2019. Paysannes et paysans, nous comptons sur votre présence. •



La sécheresse estivale de 2018 n'aura laissé que des plumes aux producteurs de lait, qui ne trouvent que peu de soutien auprès des autres acteurs de la branche. Coup de projecteur sur le marché laitier helvétique.

UN GOÛT DU LAIT TRÈS AMER !

Suite à la sécheresse de cet été et la pénurie de fourrage qui en a découlé pour les vaches laitières tout particulièrement, une augmentation du prix du segment A* aurait été plus que bienvenue. Eh bien non ! Le comité de l'Interprofession du Lait (IP Lait) a choisi de ne rien changer au prix indicatif du segment A à sa séance du 22 août, prix qui se maintient à 68cts/kg pour le quatrième trimestre 2018. Les producteur.trice.s de lait n'ont pas du tout accepté cette décision, et ont demandé une nouvelle rencontre de l'IP lait pour revoir cette dernière. Une séance extraordinaire du comité IP Lait a donc eu lieu le 7 septembre : cette nouvelle rencontre a également abouti à un échec. L'IP Lait a indiqué vouloir « laisser faire l'offre et la demande » et que « si la quantité de lait et la teneur en matières grasses devaient diminuer cet automne et si une pénurie était constatée, alors les prix sur le marché augmenteraient d'eux-mêmes ». Début août, l'Union Suisse des Paysans a d'ailleurs appelé les détaillants à verser 5 centimes supplémentaires par kilo jusqu'au 30 avril 2019, par solidarité. A notre connaissance, personne n'a répondu à l'appel...

Cette décision est une honte au vu de la situation particulière qu'ont vécu les paysan.ne.s suisses cet été – à noter aussi que cette sécheresse a également entraîné l'envoi prématuré de bétail à l'abattoir, double peine donc pour les producteur.trice.s, car le prix du bétail de boucherie a subi la loi de l'offre et la demande. Au mois d'août, les paysans ont perdu plus d'1.- frs par kilo. Mais qu'auraient-ils pu faire d'autre, les fourrages disponibles étant maigres et chers ! Pendant ce temps, les importations de viande ont continué, au contraire de ce que nous dicte le bon sens : en effet, au mois de juillet, 975 tonnes de viande étrangère sont venues garnir les rayons de nos magasins ; au mois d'août, 600 tonnes ; au mois de septembre, 225 tonnes ! (source : OFAG : résultats des mises en adjudication de viandes et animaux de boucherie).

LE PROGRAMME «TAPIS VERT» DE L'IP LAIT – UNE NOUVELLE BELLE ARNAQUE

Pour continuer dans la lignée d'un véritable mépris des producteur.trice.s de lait de ce pays, l'IP lait a annoncé le 12 septembre le lancement d'un nouveau standard sectoriel pour le « lait durable » suisse introduit au 1er juillet 2019.

Qu'en est-il ?

Des exigences supplémentaires concernant l'affouragement, le bien-être animal et d'autres domaines viennent s'ajouter aux exigences légales helvétiques, dont le niveau est déjà bien élevé. A la lecture de ces éléments, on ne sait si l'on doit rire ou pleurer. Plusieurs de ces points découlent du bon sens, mais certains sont à la limite de la farce :

- il est interdit d'affourager de l'huile de palme. Bravo ! Mais on continuera de concurrencer le beurre et l'huile de colza indigènes par des importations massives pour l'alimentation humaine, au détriment de la santé, de l'écologie, et du revenu agricole suisse.

- La vache doit porter un nom. Ou comment tenter de masquer la détresse de nos paysannes et paysans sous couvert du respect de l'animal.

Le respect de ces exigences donnera droit à un supplément de durabilité de 2cts/kg. Cette hausse dérisoire est grotesque quand on sait ce qu'il manque vraiment aujourd'hui aux producteur.trice.s de lait pour pouvoir s'en sortir... Rappelons que pour produire 1 litre de lait en Suisse, cela coûte 1.- Frs. Or, les producteur.trice.s de lait d'industrie sont payés en moyenne 50 cts par litre, moitié prix !! Est-ce avec ces pauvres 2 centimes supplémentaires que nos producteur.trice.s de lait s'en sortiront mieux ? Ce lait durable est une coquille vide de plus dans la jungle des labels.

MAIS QUE FAIT LA FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS SUISSES DE LAIT ??

Nous pouvons légitimement nous interroger sur les intentions de la Fédération des Producteurs suisses de lait (FPSL) qui cautionne ce nouveau projet de « lait durable ». La promotion de ce dernier engendra des recettes confortables pour la grande distribution, alors que les paysan.ne.s devront une fois de plus se contenter des miettes ; à quand une répartition équitable de la plus-value dans la filière ? C'est là que se situe le véritable enjeu.

UN POINT À SALUER, TOUT DE MÊME !

C'est la décision du Conseil National du 25 septembre 2018 d'examiner la possibilité d'un retour du contingentement laitier. Cela permettrait, comme Uniterre l'affirme depuis son abandon en 2009, la régulation des quantités produites, et mettrait un terme aux surplus saisonniers exportés à vil prix. Cet examen fait suite au dépôt de trois initiatives cantonales fribourgeoises, genevoises et jurassiennes.

Ces trois initiatives avaient été examinées par le Conseil des Etats en juin 2018 et rejetées en bloc. Le Conseil national ne l'a pas suivi : l'initiative fribourgeoise, acceptée par 88 voix contre 75 et 22 abstentions, exige que le Conseil fédéral rende obligatoire à tous les échelons un contrat-type sur les prix du lait. Quant au texte du canton de Genève - qui exige que le Parlement fédéral réorganise la gestion des volumes et impose le prix du lait – il a obtenu 89 voix contre 72 et 25 abstentions. Visant le même objectif, l'initiative du canton du Jura a été acceptée par 91 voix contre 70 et 21 abstentions. Le dossier retourne de ce fait au Conseil des Etats.

Rappelons que cette non-régulation des volumes de la production laitière entraîne des surplus sur le marché du lait. Mais que faire de ces surplus ? Ces derniers sont transformés par exemple en beurre et écoulés sur le marché mondial à prix cassé. De plus, ce sont les producteur.trice.s qui doivent payer pour permettre cette exportation ! Petit exemple concret : Emmi a annoncé dans sa newsletter aux producteur.trice.s qu'à partir du mois de juillet, il y aurait une augmentation des prélèvements de marketing d'un centime par litre pour financer les exportations de beurre. Autre

exemple, les exportations de fromage suisse à prix cassé : depuis de nombreuses années, des centaines de tonnes de fromage à pâte mi-dure sont bradées en Italie pour un prix inférieur à 3 francs par kilo. (Statistiques de la direction générale des douanes (DGB) - Exportations de fromage à pâte mi-dure vers l'Italie - janvier 2018: 162 tonnes, 2.90 CHF/kg, février 2018: 155 tonnes, 2.40 CHF/kg, mars 2018: 145 tonnes, 2.80 CHF/kg, avril 2018: 123 tonnes, 2.60 CHF/kg)

Est-ce une situation acceptable ? Nous suivrons ce dossier avec attention. •

*Pour rappel, le prix du lait est divisé en trois segments (source : rapport du prix du lait, PSL, mars 2018) :

- Segment A = lait pour le marché Suisse = prix indicatif : 68 cts/l (mais en réalité payé le plus souvent autour de 60 cts/l)
- Segment B = lait pour le marché Européen = 38,05 cts/l
- Segment C = lait pour le marché Mondial (principalement pour faire de la poudre de lait)=30,79 cts/l

La pondération de ces trois segments, variable d'un contrat à l'autre, dans le volume livré forme le prix final payé au producteur. •

LIENS

Plus d'informations sur l'ensemble des exigences supplémentaires
www.ip-lait.ch/fr/lait-durable-base-sur-10-criteres

LES GRAINES DU FUTUR.

Quand on m'a demandé de décrire le futur d'Uniterre dans quelques années, j'ai pensé que c'est un exercice difficile car je ne suis pas devin. Uniterre avec son initiative sur la souveraineté alimentaire a semé des graines qui ne demandent qu'à germer pour définir l'agriculture du futur avec le soutien des citoyens consommateurs que nous sommes toutes et tous. Cela pour le futur et le bien de notre société. Aujourd'hui, notre vision de ce que sera l'agriculture de demain subit les vents contraires d'une économie mondialisée qui ne prend pas en compte les coûts écologiques et sociaux au seul profit de quelques-uns dans le court terme.

BOLAY CHARLES BERNARD
PRÉSIDENT D'UNITERRE

UNE ACTION MONDIALE POUR LA SOUVERAINETÉ SEMENCIÈRE

???

JOËL MÜTZENBERG

MEMBRE DU COMITÉ D'UNITERRE (SECTION NEUCHÂTEL)

???

PHOTOGRAPHIES

Comment imaginer une souveraineté alimentaire sans souveraineté semencière? Aujourd'hui, seulement 2 % des légumes cultivés en Suisse proviennent d'une semence cultivée dans le pays. Qui connaît encore le métier paysan de la graine à la casserole? La forme d'agriculture qui s'impose sur l'ensemble de la planète est en train de faire disparaître à grande vitesse les savoirs dont chaque ferme pratiquant l'agriculture paysanne est une expression unique et en constante évolution.

En 2003, la Via Campesina a lancé la campagne « Semences, patrimoine des peuples au service de l'humanité »¹, qui a amené différentes organisations paysannes à s'emparer de la problématique de la privatisation des semences, et à alerter l'opinion publique sur le danger d'une perte de contrôle des populations sur leur alimentation. Concrètement, cette campagne a pris différentes formes : lutte pour la liberté d'échanger nos semences, sauvegarde d'expériences locales de sélection paysanne, luttes contre les OGM, ou encore échange de savoirs et de semences dans les foires paysannes. Pour donner une nouvelle dimension à cette campagne, en 2017, le Mouvement des petits agriculteurs (MPA) du Brésil et l'Association des femmes paysannes de Corée (KWPA) ont proposé l'action « Adoptons une semence », pour que toutes les familles paysannes membres de la Via Campesina relèvent le défi d'adopter une semence paysanne.

Les semences ont toujours été au centre des préoccupations de l'Association des femmes paysannes de Corée. L'idée d'adopter une semence a surgi en 2008, en réaction à la hausse d'importation de maïs transgénique. Un mouvement de résistance s'est alors développé en lien avec des organisations urbaines. Le KWPA a fait un grand travail pour répertorier les semences locales, avec leurs caractéristiques et leur historique, et pour promouvoir leur culture, notamment en organisant des cours de cuisine traditionnelle. A l'invitation du MPA, une première rencontre mondiale « Adoptons une semence » a eu lieu du 29 août au 4 septembre 2018 au nord-est du Brésil, à laquelle a participé une délégation formée d'une représentante par continent.

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE AU BRÉSIL

La délégation a parcouru 1700 kilomètres² dans les États de Sergipe et de Bahia, où elle a visité six communautés paysannes organisées par le MPA, leurs parcelles et leurs Maisons de Semences Paysannes. Ces communautés mènent une lutte constante pour la terre, l'eau et la biodiversité dans le Sertão,

une grande région semi-aride du Brésil. Avec l'expansion de l'agrobusiness dans la région et la sécheresse qui sévit depuis six ans, alors que l'eau disponible est allouée principalement aux grandes monocultures d'exportation et aux centres urbains, beaucoup de variétés de semences ont été perdues. C'est donc dans des conditions particulièrement difficiles que ces communautés ont posé les premières pierres de cette action. Le 30 août a eu lieu à Poço Redondo le lancement de la campagne « Chaque famille adopte une semence » dans l'État de Sergipe, au cours de laquelle, entre théâtre populaire et discours, des familles gardiennes de semences ont remis des variétés de maïs, de haricots ou de pois à de nouvelles familles paysannes.

« Nous savons que nos semences sont un grand trésor, qui signifie autonomie, culture et Souveraineté Alimentaire pour les paysannes et paysans. Par contre, pour l'agroindustrie et le capitalisme, elles ne signifient que profit. C'est pour cela que nous réaffirmons notre engagement avec la défense, la sauvegarde, la multiplication et la conservation des semences paysannes, en cherchant à augmenter la participation de chaque famille dans ce processus. » C'est ainsi que le Mouvement des Petits Agriculteurs invite ses membres à joindre leurs forces à la campagne internationale « adoptons une semence » lancée par la Via Campesina.

« La stratégie est que chaque famille assume l'engagement d'adopter une nouvelle semence de son choix » ajoute l'appel du MPA. « Celle qui éveille en nous le plus d'intérêt, pour notre identité, pour notre territoire, comme affirmation de notre mode de vie paysan. La famille doit devenir la gardienne de cette semence, garantissant sa propagation. Après l'adoption, la famille doit organiser la reproduction et la distribution de cette semence. L'idée est de créer un grand réseau de semences paysannes, de récupérer celles qui se font rares et d'en augmenter la production. (...) Comme résultat de cette campagne, nous aurons des milliers de familles renforçant la biodiversité, sauvegardant des variétés menacées, garantissant notre souveraineté et capacité productive. C'est une action directe pour empêcher que les multinationales s'approprient des semences paysannes, détruisant ainsi notre autonomie et la biodiversité. Sans les semences paysannes, l'agriculture paysanne est otage des multinationales. (...) Les semences sont l'un des maillons de l'agriculture paysanne et de la production d'aliments sains. Nous n'atteindrons la Souveraineté Alimentaire que si les semences paysannes sont à nouveau sous la protection des paysannes et paysans. »

LIRE À CE SUJET

La brochure "Nos semences, notre futur"
campesina.org/fr/les-semences-notre-futur

VOTATION DU 23 SEPTEMBRE, ET APRÈS ?

Au vu des si bons résultats obtenus en Suisse romande, tout un chacun et chacune peut mettre en œuvre des actions simples pour que la souveraineté alimentaire se développe dans sa commune en contactant les autorités municipales. D'autant plus que près d'une vingtaine de communes se sont déjà engagées à être « avec souveraineté alimentaire » au même titre que certaines sont « sans TISA » ou « sans OGM ». Une part importante de la population souhaite produire, manger, vivre autrement (les quelque 70% de oui aux deux initiatives alimentaires lors du 1er sondage à fin août sont significatifs). Ce mouvement est une vague de fond qui s'amplifie peu à peu et démontre que le message est en train de passer, parfois sous d'autres terminologies au sens proche (p.ex. construction d'un système alimentaire territorial...). L'expo itinérante « Agir aujourd'hui pour bien manger demain » est un outil pour sensibiliser la population à la souveraineté alimentaire, en collaborant avec diverses associations locales (Églises, etc.). La souveraineté alimentaire a 10 ans d'avance, le Conseil fédéral a 10 ans de retard et se fige dans un système économique dépassé, basé sur du pétrole en voie de disparition et sur les intérêts des grandes entreprises nationales. Le Conseil fédéral ne représente pas la population mais ces lobbies. C'est pourquoi, nous devons travailler au niveau de nos communes afin d'élire des personnes qui représentent vraiment la base sociale. •

touche au premier chef les paysans : les sols. Ils disparaissent sous l'effet du bétonnage, ils s'appauvrissent sous celui de pratiques inadaptées au maintien de leur vitalité à long terme.

En réponse à cette situation, dans tous les domaines – climat, énergie, agriculture, habitat, etc. –, des « acteurs de la transition » se mettent en route, entreprennent des actions individuelles ou collectives avec plus ou moins d'ambition et de réussite. Mais ils sont souvent dispersés, isolés, cantonnés à un secteur, ou à un groupe local, sans connexion avec le plus vaste panorama que nécessite une transition générale ni avec l'échelon politique pour rendre les conditions cadre plus aptes à massifier leurs actions, à en faire la norme.

Dans le domaine agricole et alimentaire, mettre en œuvre la transition écologique nécessiterait de connecter les acteurs, souvent urbains, qui s'intéressent à la production et à la consommation alimentaires au milieu agricole qui a compris l'intérêt de faire muter les pratiques agricoles. Cela dans l'optique de mener des actions communes sur les plans tant législatif et pratique que symbolique. •

LIENS

www.artisansdelatransition.org
www.larevuedurable.com



VERS UNE CONVERGENCE DES ACTEURS AGRICOLES ET NON AGRICOLES DE LA TRANSITION

JACQUES MIRENOWICZ

CORÉDACTEUR EN CHEF DE LAREVUEDURABLE ET CODIRECTEUR DE L'ASSOCIATION ARTISANS DE LA TRANSITION AVEC SUSANA JOURDAN

La transition écologique est devenue une formule consacrée. Elle véhicule l'idée qu'il faut réorganiser les sociétés modernes, insoutenables physiquement et humainement, afin de rendre leur fonctionnement compatible avec le maintien d'une planète habitable dans des conditions dignes pour l'humanité.

Le très récent rapport du Groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat sur le besoin vital de ne pas excéder 1,5°C de hausse de la température moyenne sur Terre ne résume pas le désastre écologique massif en cours : ce désastre est manifeste dans tous les secteurs, à commencer par celui qui

INFORMATIONS COTISATIONS 2019

L'ÉQUIPE DU BUREAU

Pour l'année 2019 qui approche à grands pas, nous vous enverrons la facture de votre cotisation au tout début du mois de janvier, contrairement aux années précédentes où vous la receviez en novembre déjà. Du coup, gardez précieusement de quoi la payer le moment venu. Cela nous permettra une meilleure vision du nombre de membres cotisants et nous partirons d'un pied neuf et espérons léger. Nous vous souhaitons d'ores et déjà de lumineuses Fêtes de fin d'année, dans vos fermes et vos foyers, avec votre famille, vos amis et vos voisins ! Et un grand merci pour la confiance que vous nous témoignez, elle est notre moteur et notre force. •

LA FONDATION DES FERMES COMMUNAUTAIRES LIBRES **CHERCHE** EXPLOITANTS POUR LA BERGERIE DE FROIDEVAUX

29 ha SAU, 35 ha forêt en agriculture bio-dynamique et des bâtiments protégés dans le hameau de Froidevaux à Soubey, Clos du Doubs, Canton du Jura. Troupeau de 400 moutons, 58 ha d'alpage en Gruyère, transhumance hivernal bio dans le Jura, vente directe de la viande et tannerie. La gestion peut être rediscutée en fonction des intentions des nouveaux exploitants et des nouveaux projets sont les bienvenus. Toutes propositions à bergerie.froidevaux@gmail.com ou à Claudia 079 9535595 •

MERCI MIREILLE

BERTHE, MICHELLE, VANESSA, ULRIKE, RUDI, MATHIAS, CLAUDE ET CHARLES-BERNARD

A la fin du mois d'août, Mireille Clavien, plus connue sous le surnom de Mirouille, a quitté notre équipe pour voguer vers de nouveaux défis. Engagée à Uniterre en 2014, elle a fait profiter le bureau de ses compétences comme webmaster et infographiste. Elle s'est chargée des newsletters, du site internet, du serveur, et surtout, elle a géré la préparation du journal. Etablir un planning, recenser les articles, faire la mise en page, assurer l'équilibre entre les différents sujets, gérer le travail des traducteurs, et ... faire preuve de beaucoup de souplesse lorsque les délais n'étaient pas respectés, ce qui n'était pas rare, avouons-le ! Les lecteurs ont aussi pu apprécier ses dessins et caricatures, toujours très incisifs en regard de l'actualité présentée. En plus de tout cela, elle s'est chargée de mille « petites » tâches organisationnelles, telles que la tenue des fichiers d'adresse, la logistique, la commande de matériel et le fonctionnement général du bureau. Nous avons apprécié son humour, sa patience, et comme il était agréable et ô combien utile de profiter de son œil critique de consommatrice pour pointer du doigt ce qui pouvait être mal compris. Nous lui tirons aussi notre chapeau pour son engagement sans faille lors de la récolte des signatures pour l'initiative Souveraineté alimentaire. Mirouille, c'est avec regret que nous avons appris ta décision de nous quitter, tu nous manques, mais heureusement, on sait où te trouver pour passer une belle soirée avec toi ! Nous te souhaitons le meilleur pour la suite de ton parcours. •

DEVENEZ MEMBRE D'UNITERRE

Vous avez suivi notre travail pour la campagne et vous l'avez apprécié. Vous lisez notre journal et soutenez nos points de vue. Alors, faites le pas. Devenez membre d'Uniterre ! Et incitez vos proches à faire de même. Pour Uniterre, chaque cotisation compte ! Elles nous permettent de poursuivre notre travail. En contrepartie, vous recevez notre journal, nos newsletters, vous pouvez profiter de nos services : brigade paysanne, dossiers pédagogiques disponibles. Vous êtes invité.e.s aux AG et pouvez ainsi prendre part aux décisions stratégiques d'Uniterre.

Tarifs :
Membre paysan-ne : CHF 200.- / an
Cotisation de soutien : CHF 400.-/an
Membre non paysan : CHF 150.-/an
Etudiant-e / apprenti-e : CHF 60.-/an

Coordonnées bancaires
Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs
1564 Domdidier
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2
IBAN CH51 8013 9000 0228 4965 5

NOUS CHERCHONS UNE FAMILLE POUR COMPLÉTER NOTRE ÉQUIPE

COLIN, ANDA & ELIOT QUITTENT LA FERME POUR DE NOUVELLES AVENTURES.

Pour les remplacer, nous cherchons une famille qui désire rejoindre l'équipe à plein temps dès le 01/01/2019 ou à convenir. Inclut l'habitation sur place, impliquant un engagement dans la communauté à moyen terme, voire à long terme. De l'expérience dans le domaine de l'agriculture serait souhaitée. Contact | 032 952 19 19 | ferme [at] cernieuvillers [dot] ch •

LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. devenez membres et engagez-vous dans le travail des sections!

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg Stéphane Mauron 026 655 16 27

Vaud André Muller 021 652 75 50

Jura 021 601 74 67

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17



AGENDA

AG Alliance pour la souveraineté alimentaire

Samedi 24 novembre 10h-16h

 Italia, Bühlstrasse 57, Berne

Réservez le samedi 26 janvier 2019!

Chères et chers membres paysans, Nous vous convions à une journée de réflexion sur les activités à réaliser en 2019 – 2022.

Le but sera de définir avec vous des axes de travail concrets pour le futur.

Merci aux président.e.s des sections cantonales de faire en sorte que leur canton soit bien représenté.

L'atelier se déroulera à Kirchlindach à 20 min de Berne en transports publics de 09h30 à 15h00. Il sera suivi de la visite de la ferme « Heimenhaus Biohof » de la famille Hänni.

Vous recevrez des informations plus précises mi-décembre 2018.

Vous pouvez dès à présent vous inscrire à l'adresse suivante : b.darras@uniterre.ch

Nous nous réjouissons d'ores et déjà de votre présence.

Pour le comité et le bureau, Michelle Zufferey.

Plus d'infos sur notre site

www.uniterre.ch/actions/agenda



IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, 021 601 74 67
www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Responsable du journal

Charles-Bernard Bolay, 079 409 14 42, charles-bernard@bluewin.ch

Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch

Traductions

Stefanie Schenk

Photographies

xxx

xxx

Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix
024 454 11 26



Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ?

Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant

Avec plan comptable pour l'agriculture.

www.cresus.ch